

EN AFRIQUE DU NORD

La Rosa-Luxemburg-Stiftung coopère avec des organisations partenaires basées en Égypte, en Tunisie et au Maroc. Le bureau régional a ouvert ses portes à Tunis en 2013. Les bouleversements actuels en Égypte, en Tunisie et dans d'autres pays du Maghreb sont porteurs de défis et d'opportunités pour les populations d'Afrique du Nord. Ils ont également modifié la manière dont ces sociétés sont perçues en Europe.

En Égypte, la société et la sphère politique sont très fortement polarisées. Des acteurs/trices politiques important-es ont été criminalisés-es ; la répression étatique a repris des formes comparables à la période pré-2011. Dans le même temps, de nouvelles forces politiques ont vu le jour depuis le début du « Printemps arabe », forces qui doivent désormais se consolider dans un contexte difficile. En Tunisie, à l'inverse, les forces politiques hétérogènes ont montré leur capacité à faire des compromis. Pour la première fois dans le monde arabe, des députés élus ont voté une constitution.

L'impact du « Printemps arabe » varie fortement d'un pays à l'autre. La réaction des gouvernements de la région va de la concession à la répression. De nombreux États d'Afrique du Nord sont confrontés à une même problématique : la pauvreté et l'absence de perspective économique gagnent du terrain. L'augmentation de leur dette extérieure limite leur souveraineté et leur marge de manœuvre politiques.

À Tunis, la Rosa-Luxemburg-Stiftung développe de nouveaux concepts pour un développement autonome en collaboration avec les forces progressives. Il y a quelques années, celles-ci étaient encore largement exclues de la vie politique. C'est pourquoi le bureau d'Afrique du Nord soutient principalement les forces nouvelles et jeunes qui s'engagent dans les mouvements sociaux, partis politiques et syndicats en les conseillant sur les modes d'organisation et en leur offrant une éducation politique. Par ailleurs, il promeut à l'échelle régionale le débat sur les alternatives socio-économiques au néolibéralisme ainsi que la restructuration équitable des relations commerciales entre l'Europe et l'Afrique du Nord.

Promotion de la recherche et de l'enseignement critiques en faveur de la démocratisation

La formation, la recherche et les coopérations universitaires constituent l'un des domaines dans lesquels la Rosa-Luxemburg-Stiftung mène son travail critique et progressif. En 2014, le projet « Indépendance des établissements supérieurs et promotion de la recherche et de l'enseignement critiques en faveur de la démocratisation de la Tunisie » a été lancé afin d'accompagner dans le domaine universitaire le processus démocratique qui a vu le jour suite au « Printemps arabe ». En coopération avec ses partenaires, la Rosa-Luxemburg-Stiftung promeut l'indépendance de la recherche et des établissements de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, elle soutient le développement de méthodes d'enseignement et d'apprentissage alternatives et à caractère émancipateur.



EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Rosa-Luxemburg-Stiftung travaille avec des organisations partenaires basées au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali, au Ghana, en Guinée, au Niger, au Nigéria, en Côte d'Ivoire, au Togo et aux îles du Cap-Vert. Le bureau régional en charge de coordonner ces activités s'est implanté à Dakar en 2010.

La population de cette région est jeune et connaît une croissance relativement forte. Or, ce sont souvent les jeunes adultes qui se voient exclus des processus politiques. Outre les prérogatives traditionnelles des anciens, ce phénomène s'explique par une faible instruction scolaire et par un fort taux d'analphabétisme fonctionnel. L'accès aux soins de santé est souvent déplorable, celui à l'eau propre et à l'électricité insuffisant. Dans la plupart des sociétés, les femmes ne disposent pas des mêmes droits que les hommes et elles ont rarement accès à l'éducation et à la participation politique. L'accès de larges pans de la population aux biens fondamentaux (sécurité de l'approvisionnement alimentaire, eau potable, soins de santé, éducation, électricité) est tout particulièrement précaire dans les zones rurales qui sont en général largement sous-développées. Les projets menés par les organisations partenaires de la Rosa-Luxemburg-Stiftung dans la région portent sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'information et à l'éducation ainsi que sur un travail de sensibilisation en matière de santé, des droits et devoirs civiques, des alternatives économiques et sociales, de la protection et d'une meilleure gestion des ressources naturelles. En réalisant des programmes spéciaux et en organisant différents types de manifestation en coopération avec des syndicats, des organisations non gouvernementales et des radios locales, la Rosa-Luxemburg-Stiftung tente d'améliorer le niveau d'information de la population – condition sine qua non pour une participation effective aux processus décisionnels démocratiques.

EN AFRIQUE DE L'EST

La Rosa-Luxemburg-Stiftung a entamé ses activités dans la région en 2009. Depuis 2012, elle dispose d'un bureau régional à Dar es Salaam. Elle coopère avec des organisations partenaires basées au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda et au Burundi.

La plupart des problèmes que rencontre l'Afrique de l'Est concerne également le reste du continent : discrimination à l'encontre des femmes et des jeunes, sous-développement économique extrême dans les zones rurales, exclusion de nombreux groupes sociaux de l'accès aux biens publics. Dans cette région, les partenaires de la Rosa-Luxemburg-Stiftung concentrent leur action sur trois thématiques transversales étroitement liées. Premièrement, ils œuvrent à impliquer la société civile dans l'aménagement des relations commerciales qu'entretiennent les États d'Afrique de l'Est entre eux (intégration régionale) et avec l'Union européenne. L'objectif est ici de garantir la transparence et la participation, d'évaluer les répercussions et de proposer des alternatives qui défendent les intérêts des couches de population les plus vulnérables et qui consolident les positions de la société civile. Deuxièmement, leur travail vise à favoriser le développement humain des zones rurales en instaurant à la fois l'accès aux services publics fondamentaux et une gestion durable des ressources. Cet axe de travail inclut la question des droits fonciers, des effets du changement climatique ainsi que de l'exploitation des ressources minières et fossiles. Ces activités vont donc dans le sens de la mission que s'est fixée la Rosa-Luxemburg-Stiftung, à savoir garantir l'accès de toutes les personnes aux biens fondamentaux pour leur permettre de disposer librement de leur vie au sens d'un développement durable. La création et la défense de processus démocratiques participatifs constituent le troisième enjeu. La Rosa-Luxemburg-Stiftung soutient avant tout les projets qui renforcent la capacité des acteurs/trices à déterminer leurs conditions de vie et leur permettent, en les mettant à l'abri de situations d'urgence isolées, d'adopter une approche globale et durable. Promouvoir la capacité d'intervention politique constitue l'une des priorités de la Rosa-Luxemburg-Stiftung et de ses organisations partenaires.

DANS LE SUD DE L'AFRIQUE

La Rosa-Luxemburg-Stiftung est présente dans la région depuis l'ouverture du bureau de Johannesburg en 2003. À l'heure actuelle, elle coopère avec des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche, des syndicats, des établissements de formation (affiliés pour certains aux syndicats) ainsi que des associations locales et de jeunes en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Mozambique, à l'Île Maurice, en Zambie, au Botswana et en Namibie.

Après la fin de l'apartheid, la République d'Afrique du Sud est devenue un État démocratique, politiquement stable et orienté sur l'économie de marché. Toutefois, les blessures du passé se rouvrent parfois, par exemple lorsqu'est soulevée la question des violations des droits humains. En Afrique du Sud, les limites sociales et politiques d'une politique économique d'influence néolibérale se font sentir. De plus en plus souvent, les revenus conditionnent l'accès aux services publics. Les pays voisins sont certes relativement stables politiquement mais sont marqués par de fortes inégalités sociales. L'amélioration de la situation sociale et économique de nombreuses personnes qui furent systématiquement discriminées à l'époque coloniale et par le régime de l'apartheid tarde à se faire sentir.

Le travail de la Rosa-Luxemburg-Stiftung se concentre surtout sur la promotion du dialogue politique, l'intégration des groupes marginalisés politiquement ainsi que sur les processus de transformation favorisant un développement socio-économique équitable et solidaire. Par ailleurs, la Rosa-Luxemburg-Stiftung s'engage dans la région en faveur d'une utilisation transparente, inclusive et durable des ressources naturelles et soutient les projets de développement alternatif. Elle coopère dans cette région également avec les établissements de formation et de recherche proches des syndicats.



LA ROSA LUXEMBURG STIFTUNG EN
AFRIQUE

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG



LA ROSA LUXEMBURG STIFTUNG EN AFRIQUE

Portée par les idées du socialisme démocratique et de la coopération solidaire, la Rosa-Luxemburg-Stiftung, fondation allemande proche du parti de gauche DIE LINKE., s'engage en collaboration avec ses organisations partenaires partout dans le monde en faveur d'une transformation sociale et écologique basée sur des améliorations concrètes mises en œuvre dès aujourd'hui.

À l'heure actuelle, la Rosa-Luxemburg-Stiftung collabore avec près de 300 organisations partenaires réparties dans plus de 50 pays. Ses programmes internationaux sont en partie financés par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement ainsi que par le ministère des Affaires étrangères.

En Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est ainsi que dans le Sud du continent, la Rosa-Luxemburg-Stiftung coopère avec plus de 70 organisations. Elle dispose également de quatre bureaux régionaux implantés à Tunis (Tunisie), Dakar (Sénégal), Dar es Salaam (Tanzanie) et Johannesburg (Afrique du Sud).

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Les modèles alternatifs sont toujours le fruit de luttes politiques. Ils sont développés et mis en pratique par des organisations de la société civile en collaboration avec des intellectuel·les au sein du mouvement coopératif, d'organisations non gouvernementales, de partis politiques ou encore dans le cadre d'initiatives syndicales et d'autres mouvements sociaux pluriels. La Rosa-Luxemburg-Stiftung travaille en Afrique avec nombre de ces acteurs/trices, qu'il s'agisse de réseaux ou d'instituts de recherche ou encore d'établissements de formation.

FAVORISER LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE DE LA BASE

Les sociétés et les régimes politiques du continent africain sont très hétérogènes. Aujourd'hui, le droit à la participation démocratique est ancré dans la constitution de nombreux pays. Malheureusement, les textes de loi ne sont pas toujours appliqués dans la pratique. De larges pans de la population ne disposent pas du savoir nécessaire à l'exercice des droits démocratiques. En outre, nombre de groupes sociaux ne possèdent pas les compétences fondamentales (par exemple lire et écrire) qui leur permettraient de jouir pleinement de leurs droits politiques. Par ailleurs, les discriminations en raison du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'âge ou de l'appartenance ethnique sont monnaie courante. Les régimes démocratiques libéraux sont souvent condamnés à l'échec car ils sont incapables de garantir au quotidien la participation et l'inclusion des différents groupes sociaux et d'apporter la réponse politique adéquate aux besoins de la majorité de la population.

Dans de nombreux pays, des militant·es se sont réunis afin d'instaurer de leur propre chef des structures démocratiques. La Rosa-Luxemburg-Stiftung travaille avec ces associations dans le domaine de l'éducation politique afin que les revendications et les intérêts des groupes marginalisés soient représentés dans les mécanismes politiques de prise de décision. Nous soutenons tout engagement en faveur de la justice sociale, même lorsque celui-ci n'est pas porté par

une organisation laïque et de gauche au sens classique du terme. Dans le cadre des mutations politiques que connaît l'ensemble du continent, la culture, l'histoire et la religion servent de points de repère pour élaborer des modèles démocratiques adaptés aux contextes africains.

DÉFENDRE L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES ET AUX BIENS PUBLICS

Tout comme en Europe ou dans d'autres pays du Nord, la privatisation et la marchandisation des services publics avancent à grands pas en Afrique, et ce, en général au détriment des populations les plus pauvres. L'introduction de redevances et de frais de scolarité ou encore l'augmentation des taxes limitent grandement l'accès non seulement à l'éducation, aux soins de santé, à l'électricité et à l'eau potable mais également à la justice et à l'information. Souvent, ces populations se voient exclues entièrement de l'utilisation des biens indispensables pour mener une vie libre dans des conditions garantissant la dignité humaine.

En Afrique, la Rosa-Luxemburg-Stiftung coopère avec des réseaux, des associations, des radios locales, des organes de presse, des journalistes indépendant·es, mais aussi de simples militant·es luttant pour l'accès des plus pauvres aux services publics de base.

Parmi les biens publics fondamentaux, on trouve notamment les ressources naturelles qui font l'objet d'appropriations illégales dans de nombreux pays (accaparement des ressources). La Rosa-Luxemburg-Stiftung soutient les associations et réseaux qui thématisent ces problèmes dans l'espace public, par exemple en dénonçant les pratiques illégales des entreprises, en développant des mécanismes pour l'utilisation d'énergies alternatives et renouvelables et en défendant la création de chaînes de production qui bénéficient aux populations des pays producteurs.

IDENTITÉ, PASSÉ ET FUTUR – COMPRENDRE ET TRAITER LES CONFLITS

L'histoire et son interprétation représentent en Afrique comme ailleurs un terrain de luttes intellectuelles acharnées, voire d'affrontements physiques. En Afrique, il n'est pas rare que l'interprétation des événements passés serve à légitimer les actions présentes, ce qui conduit parfois à de violents conflits. L'ethnicité, la tradition et l'identité sont délibérément construites sur une base historique afin de servir des intérêts particuliers.

Ainsi, la compréhension du passé et la conscience historique n'influencent pas seulement le présent mais ont des conséquences sur le long terme. Elles peuvent en effet permettre de poser les jalons d'une cohabitation pacifique ou, au contraire, être instrumentalisées afin de légitimer les conflits futurs. La réévaluation du passé et la diffusion d'une nouvelle version de l'histoire sont de surcroît des vecteurs d'identité fondamentaux dans les États qui ont connu récemment des bouleversements profonds de leur gouvernement ou de leur régime politique.

Notamment dans le Sud de l'Afrique, la Rosa-Luxemburg-Stiftung soutient des projets et des associations qui cherchent à mener un travail critique sur l'histoire récente. Les résultats de leurs travaux sont intégrés aux programmes scolaires ainsi qu'aux activités d'éducation politique (destinées à un public adulte). En Afrique du Nord et ailleurs, la Rosa-Luxemburg-Stiftung soutient le dialogue entre les tendances laïques et religieuses qui s'engagent de plus en plus dans la sphère politique. Dans de nombreuses régions, la distinction entre « religieux » et « laïc » constitue un facteur identitaire important pouvant entraîner de violents conflits, conflits dont les gouvernements se servent parfois pour détourner l'attention des déséquilibres socio-économiques et de leur incapacité à y remédier.

VISION ET PRINCIPES DU CENTRE POUR LE DIALOGUE INTERNATIONAL ET LA COOPÉRATION (ZID)

« LA LIBERTÉ, C'EST TOUJOURS LA LIBERTÉ DES PERSONNES QUI PENSENT AUTREMENT. » ROSA LUXEMBURG

Le Centre pour le dialogue international et la coopération (ZID) est responsable des activités internationales de la Rosa-Luxemburg-Stiftung en collaboration avec ses partenaires basés à l'étranger.

NOTRE VISION POUR L'AVENIR repose sur le principe du socialisme démocratique et sur l'idée d'une société dans laquelle le libre développement de l'individu constitue la base du libre développement de la collectivité. Dans cette société, l'émancipation, l'égalité et la participation démocratique dans toute sa pluralité ne sont plus des utopies et une vie bonne et porteuse de sens est garantie pour tou·tes sur le long terme. Nous nous engageons dans cette optique contre les rapports de pouvoir et d'exploitation racistes, sexistes, coloniaux et impérialistes afin de garantir à tou·tes l'accès aux biens fondamentaux nécessaires pour mener une vie libre et autonome.

EN COLLABORATION AVEC NOS PARTENAIRES nous nous engageons en faveur d'une transformation sociale et écologique de la société reposant sur des améliorations concrètes mises en œuvre dès aujourd'hui. Notre action ancrée dans les principes de l'internationalisme s'inspire de nos expériences et savoirs ainsi que de ceux de nos partenaires présents dans le monde entier. Nous sommes d'avis qu'un échange solidaire et critique sur nos problématiques communes ainsi que sur nos divergences d'intérêts constitue la base d'un dialogue et d'une coopération équitables.

NOUS ENCOURAGEONS ET SOUTENONS des projets émancipateurs créateurs de changement social. La participation démocratique, l'éducation, la santé et la sécurité sociale constituent des biens communs élémentaires. Un travail digne est une condition sine qua non du bien-vivre. La paix, ce n'est pas simplement l'absence de guerre. Nous défendons une approche durable du rapport entre l'humain et la nature.

NOUS EXPLORONS ET EXPÉRIMENTONS afin de développer des alternatives durables tant au plan social qu'écologique aux sociétés de type capitaliste. En nous inspirant des expériences et pratiques plurielles des acteurs/trices de gauche, nous portons un regard critique sur les phénomènes sociaux dans toute leur complexité. Avec nos partenaires, nous mettons à profit ces enseignements pour développer des modes d'action non violents et porteurs de changement social.

NOUS CRÉONS DES RÉSEAUX ET OFFRONS DES ESPACES D'ÉCHANGE aux associations, institutions et militant·es impliqués dans une démarche émancipatrice et démocratique afin de changer la donne à l'échelle mondiale grâce à des actions menées au niveau local et régional. En nous impliquant dans des réseaux internationalistes et grâce au dialogue et à la collaboration, nous créons des espaces où règne la confiance mutuelle. En partageant nos idées sur les positions de gauche, nous pouvons apprendre les un·es des autres dans un esprit de critique solidaire et créer ensemble un futur radieux.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
Franz-Mehring-Platz 1, 10243 Berlin, Allemagne

DÉPARTEMENT AFRIQUE
TANJA TABBARA (directrice du département Afrique)
Téléphone : +49 30 44310-521, tabbara@rosalux.de

D^R ARNDT HOPFMANN (chargé de mission Afrique)
Téléphone : +49 30 44310-444, hopfmann@rosalux.de

VERENA LIEBEL (chargée de projet Afrique du Nord)
Téléphone : +49 30 44310-512, liebel@rosalux.de

CAROLA DIALLO (chargée de projet Afrique de l'Ouest)
Téléphone : +49 30 44310-445, diallo@rosalux.de

ANDREAS BOHNE (chargé de projet Afrique de l'Est)
Téléphone : +49 30 44310-461, bohne@rosalux.de

BRITTA BECKER (chargée de projet Sud de l'Afrique)
Téléphone : +49 30 44310-403, becker@rosalux.de

BUREAU RÉGIONAL AFRIQUE DU NORD (TUNIS)
DIRECTEUR : PETER SCHÄFER (pschaefer@rosalux.de)
Téléphone : +216 31 108838
www.facebook.com/RosaLux.NorthAfrica

BUREAU RÉGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST (DAKAR)
DIRECTEUR : D^R ARMIN OSMANOVIC (info@rosalux.sn)
Téléphone : +221 33 8697519, www.rosalux.sn

BUREAU RÉGIONAL AFRIQUE DE L'EST (DAR ES SALAAM)
DIRECTRICE : DOROTHEE BRAUN (eastafrika@rosalux.de)
Téléphone : +255 777 903894, www.rosalux.co.tz

BUREAU RÉGIONAL SUD DE L'AFRIQUE (JOHANNESBURG)
DIRECTEUR : JÖRN JAN LEIDECKER (info@rosalux.co.za)
Téléphone : +27 87 8063340, www.rosalux.co.za

Pour plus d'informations sur le travail de la Rosa-Luxemburg-Stiftung en Afrique : www.rosalux.de/weltweit/afrika

WWW.ROSALUX.DE